



Assemblée générale

Soixante-huitième session

Documents officiels

Première Commission

23^e séance

Vendredi 1^{er} novembre 2013, à 15 heures
New York

Président : M. Dabbashi (Libye)

La séance est ouverte à 15 heures.

Points 89 à 107 de l'ordre du jour (suite)

Décision sur tous les projets de résolution et de décision présentés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président (*parle en arabe*) : Cet après-midi, la Commission suivra la même procédure que celle que j'ai expliquée hier. J'espère que tous les membres ont en leur possession un exemplaire du document de référence qui a été distribué, exposant dans les grandes lignes la manière dont nous allons procéder.

Nous allons commencer aujourd'hui avec les projets de résolution et de décision énumérés dans le document de travail officieux n°2, qui a été distribué aux délégations et où figurent les projets restants du document de travail officieux n°1, ainsi que trois nouveaux projets de proposition sur lesquels nous devons nous prononcer aujourd'hui.

En conséquence, la Commission va maintenant reprendre l'examen des projets de résolution présentés au titre du groupe de questions 4, « Armes classiques », en entendant les délégations qui avaient demandé la parole pour expliquer leur vote avant le vote sur ce

groupe de questions, mais qui n'ont pas eu la possibilité de s'exprimer avant la levée de la séance hier.

M. Luque (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur a voté pour toutes les résolutions relatives à la convocation du processus de négociation sur un traité sur le commerce des armes. Malheureusement, nous n'avons pu que constater que le texte qui a finalement été mis aux voix et adopté par l'Assemblée générale au mois d'avril (résolution 67/234) présente plusieurs déficiences, notamment le déséquilibre entre les droits et les obligations des États exportateurs et importateurs, l'importance des principes fondamentaux du droit international et la place qu'ils occupent dans le Traité, l'absence d'une interdiction expresse des transferts aux acteurs non étatiques non autorisés, l'absence d'une référence explicite au crime d'agression, et la possibilité que les articles relatifs aux critères puissent être utilisés pour exercer une pression politique induite. Nous avons aussi jugé regrettables les tentatives de dernière minute, à la toute fin de la Conférence organisée en mars, de redéfinir la pratique et le consensus. Pour toutes ces raisons, l'Équateur s'est abstenu dans le vote qui a conduit à l'adoption du Traité.

Comme nous l'avions annoncé dans l'explication de vote que la délégation équatorienne a effectuée à ce moment-là (voir A/67/PV.71), les autorités de mon pays ont entamé un examen, toujours en cours, du

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-54241(F)



Document adapté

Merci de recycler



texte du Traité et de ses implications, afin de prendre une décision définitive concernant l'adhésion à cet instrument et donc sa signature. À cet égard, nous avons pris note du texte de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 2 avril, appelant les États à envisager de signer le Traité. Nous regrettons que dans le projet de résolution A/C.1/68/L.4, sur lequel nous sommes sur le point de nous prononcer, cette invitation à envisager de signer le Traité n'ait pas été reprise, au mépris de la nécessaire réflexion que doivent mener les États souverains et de leur capacité de décider, en se fondant sur l'analyse pertinente, s'ils souhaitent ou non adhérer à un instrument international.

C'est pourquoi ma délégation s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4.

M. Kim Ju Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en espagnol*) : La délégation de la République populaire démocratique de Corée voudrait expliquer sa position sur le projet de résolution A/C.1/68/L.3.

Bien que notre pays soit conscient de toutes les conséquences humanitaires liées aux mines antipersonnel, nous ne sommes pas en mesure de renoncer à leur utilisation, et ce, pour des raisons de défense nationale et compte tenu des conditions qui caractérisent la péninsule coréenne.

Depuis des décennies, notre pays doit protéger sa souveraineté et son existence même des menaces militaires dues à la politique hostile des États-Unis. Les États-Unis refusent d'adhérer à la Convention d'Ottawa et persistent à utiliser des mines antipersonnel dans la péninsule coréenne. Ils en ont d'ailleurs posé plus d'un million dans la zone démilitarisée.

J'ai déjà évoqué à plusieurs reprises les exercices militaires menés chaque année par les États-Unis sur la péninsule coréenne. Étant donné ce contexte qui fait que les tensions et les menaces militaires sont notre lot quotidien, et le fait que des contingents américains sont basés depuis plus de 60 ans dans la partie sud de la péninsule coréenne, la République populaire démocratique de Corée n'est pas en mesure d'adhérer à la Convention d'Ottawa et, comme les années précédentes, s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais expliquer la position de mon pays sur les projets de résolution A/C.1/68/L.3 et A/C.1/68/L.30.

Premièrement, s'agissant du projet de résolution A/C.1/68/L.3, en se portant coauteur de ce texte intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », ma délégation partage les inquiétudes humanitaires des États parties à la Convention d'Ottawa. Les mines antipersonnel ont été employées de façon irresponsable par des groupes militaires et armés pendant les guerres civiles dans diverses régions du monde, tuant un grand nombre d'innocents, en particulier des femmes et des enfants.

Nous accueillons favorablement tous les efforts visant à éliminer cette menace. Toutefois, la Convention sur les mines antipersonnel se concentre principalement sur les préoccupations humanitaires et ne prend pas suffisamment en compte la nécessité légitime, du point de vue militaire, de nombreux pays, surtout ceux qui ont de longues frontières terrestres, de recourir d'une manière responsable et limitée aux mines pour protéger leurs territoires.

Étant donné les difficultés à surveiller de vastes zones sensibles au moyen de postes de garde fixes et permanents ou de systèmes d'alerte efficaces, les mines terrestres demeurent malheureusement un bon moyen pour ces pays de satisfaire aux exigences de sécurité minimale de leurs frontières. Parallèlement au fait que ce dispositif défensif doit être utilisé dans le strict respect des règles établies pour protéger les civils, il faudrait déployer des efforts aux niveaux national et international pour trouver des solutions de rechange aux mines terrestres. De même, il convient de promouvoir la coopération internationale afin d'accélérer les activités de déminage pour réduire les pertes civiles et de mettre en place des programmes nationaux de déminage sur le long terme.

Ma délégation n'est pas insensible aux objectifs du projet de résolution. Toutefois, compte tenu de préoccupations et de considérations qui nous sont propres, nous n'allons pas l'appuyer et nous nous abstiendrons dans le vote.

Je voudrais maintenant expliquer la position de mon pays sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30.

Conformément à la position de principe qui a été la nôtre ces dernières années en faveur d'une approche plus globale pour ce qui est de la transparence en matière d'armements, ma délégation va s'abstenir dans

le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ».

Nous avons dit à maintes reprises que prôner la transparence dans le domaine des armes classiques sans une transparence dans le domaine des armes de destruction massive participait d'une démarche incomplète et déséquilibrée, en particulier dans la région instable du Moyen-Orient où le régime israélien, qui est le seul à ne pas avoir adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, continue de mettre au point des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

La résolution 46/36 L du 9 décembre 1991, qui est le principal document de référence en matière de transparence dans le domaine des armements, n'a pas été pleinement et fidèlement mise en œuvre. Plus d'une décennie après la mise en place du Registre des armes classiques des Nations Unies, le projet actuel ne fait que « rappeler » cette résolution, alors que ce registre était censé être la première étape des efforts visant à assurer la transparence pour tous les types d'armements, dont les armes de destruction massive, et en particulier les armes nucléaires.

Ma délégation espère qu'à l'avenir, l'Assemblée générale œuvrera en vue d'une transparence véritable et totale en matière d'armements, qui devrait porter sur tous les types d'armements, notamment les armes de destruction massive, tel que recommandé par le Groupe d'experts gouvernementaux.

M. Ovsyanko (Biélorus) (*parle en russe*) : Je voudrais expliquer la position du Biélorus sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes », et le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ».

La prolifération incontrôlée des armes classiques constitue une grave menace pour la paix et la sécurité et pourrait avoir des conséquences graves pour des groupes de pays ou des régions entières, ce qui entraînerait l'exacerbation des conflits armés et la propagation de la criminalité organisée et du terrorisme international.

L'élaboration d'un document à caractère global pour réglementer le commerce des armes, subséquemment adopté par l'Assemblée générale en avril 2013 en tant que Traité sur le commerce des armes, a constitué un pas dans la bonne direction. Néanmoins, notre délégation s'abstiendra dans le vote. Nous avons déjà expliqué à de nombreuses reprises notre position

sur cette question. En quelques mots, notre position sur le Traité sur le commerce des armes est la suivante.

Le Traité ne résout pas entièrement le problème du commerce non réglementé des armes classiques. À notre avis, l'efficacité du Traité dépendra fortement de la participation des principaux importateurs et exportateurs d'armes et de l'introduction de mesures spécifiques pour prévenir le commerce illicite de ces armes, dont la principale devrait être la mise en place de systèmes nationaux fiables de contrôle des exportations dans les pays où de tels systèmes n'existent pas. Le Biélorus suivra attentivement ce processus et décidera d'adhérer ou non au Traité sur le commerce des armes sur cette base.

Le Biélorus s'en tiendra à sa position générale sur cette question pendant le vote d'aujourd'hui sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4 et sur plusieurs paragraphes des projets de résolution A/C.1/68/L.30 et A/C.1/68/L.31.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.3, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Slovénie à la 19^e séance, le 29 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.3.

Avec la permission du Président, je voudrais donner lecture de l'état des incidences financières du projet de résolution, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes du paragraphe 9 du projet de résolution, l'Assemblée générale

« prie[rait] le Secrétaire général d'entreprendre les préparatifs nécessaires, conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, pour convoquer la troisième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention et d'inviter, au nom des États parties et conformément au paragraphe 3 de l'article 12 de la Convention, les États qui ne sont pas parties à la Convention, de même que l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations et

institutions internationales et les organisations régionales concernées, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales concernées, à prendre part à la troisième Conférence d'examen en qualité d'observateurs ».

En vertu de l'article 14 de la Convention, les coûts de la prochaine Conférence d'examen seront assumés par les États parties et les États non parties à la Convention qui y participeront selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies.

Le Secrétariat préparera une estimation préliminaire des coûts des services nécessaires à la tenue de la troisième Conférence d'examen prévue en 2014, qui sera présentée pour approbation aux États parties pendant leur treizième réunion, qui se tiendra à Genève du 2 au 5 décembre. Il est rappelé que toutes les activités relatives aux conventions ou traités internationaux qui, en vertu de leurs arrangements juridiques respectifs, doivent être financées en dehors du budget ordinaire de l'Organisation ne peuvent être entreprises par le Secrétariat que si les États parties à la Convention ou les États non parties participant à la réunion concernée ont fourni à l'avance des fonds suffisants.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.3 n'aurait aucune incidence financière sur le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015.

Le Président (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan,

Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Liban, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Viet Nam

Par 154 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le projet de résolution A/C.1/68/L.3 est adopté.

[La délégation du Soudan a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.]

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Japon à la 19^e séance, le 29 octobre 2013.

La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.4.

Le Président (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé. Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les paragraphes 1 et 3 du projet de résolution A/C.1/68/L.4. Je vais mettre aux voix ces paragraphes, l'un après l'autre. Nous allons d'abord nous prononcer sur le paragraphe 1.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Koweït, Mauritanie, Nicaragua, Oman, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

Par 137 voix contre zéro, avec 27 abstentions, le paragraphe 1 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 3 du projet de résolution A/C.1/68/L.4.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra

Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Koweït, Mauritanie, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

Par 136 voix contre zéro, avec 28 abstentions, le paragraphe 3 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4 pris dans son ensemble.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan,

Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Koweït, Mauritanie, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

Par 141 voix contre zéro, avec 28 abstentions, le projet de résolution A/C.1/68/L.4 pris dans son ensemble est adopté.

[La délégation du Soudan a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.]

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.9/Rev.1, intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Mali à la 18^e séance de la Commission, le 28 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.9/Rev.1 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.2.

En outre, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Érythrée, Éthiopie et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le vœu qu'il soit adopté sans être mis aux voix. En l'absence d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.9/Rev.1 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/68/L.30 a été présenté par le représentant des Pays-Bas à la 19^e séance de la Commission, le 29 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.30 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3. En outre, la Malaisie s'est portée coauteur du projet de résolution.

Avec la permission du Président, je vais donner lecture de l'état des incidences financières, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes des paragraphes 6 b) et 7 du projet de résolution A/C.1/68/L.30, l'Assemblée générale

« Prie[rait] le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux qu'il constituera en 2016 dans la limite des ressources disponibles et suivant les principes d'une participation aussi large que possible, conformément à la recommandation no 76 figurant dans son rapport de 2013, et d'une répartition géographique équitable, un rapport sur la tenue et la pertinence du Registre et sur les modifications à y apporter, compte tenu des travaux de la Conférence du désarmement, des délibérations menées à ce sujet dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des vues exprimées par les États Membres et de ses précédents rapports sur la question, afin qu'elle puisse prendre une décision à sa soixante et onzième session »;

et

« Prie[rait] le Secrétaire général de donner suite aux recommandations figurant dans ses rapports de 2000, 2003, 2006, 2009 et 2013 sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, et de

veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du Secrétariat pour la tenue et la mise à jour du Registre ».

La tenue du Registre des armes classiques est passée en revue tous les trois ans par un groupe d'experts gouvernementaux. L'Assemblée générale a établi des groupes d'experts en 2013 par la résolution 64/54, en 2009 par la résolution 61/77, en 2006 par la résolution 60/226, en 2003 par la résolution 56/24 Q, en 2000 par la résolution 52/38 R, en 1997 par la résolution 49/75 et en 1994 par la résolution 46/36 L.

Conformément à la demande figurant à l'alinéa b) du paragraphe 6 du projet de résolution, il est prévu que le groupe d'experts gouvernementaux tiennent trois sessions en 2016, deux à Genève et une à New York. Il est également prévu qu'en 2016, le groupe comprendra 20 experts, conformément à la recommandation figurant au paragraphe 76 du rapport de 2013 du Groupe d'experts gouvernementaux (A/68/140).

Les dépenses à prévoir pour les déplacements des experts, estimées à 356 000 dollars, devraient pouvoir être examinées dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, au titre de la section 4, « Désarmement ».

S'agissant de la demande figurant au paragraphe 7 du projet de résolution, les ressources nécessaires pour la tenue et la mise à jour du Registre ont été incluses dans la section 4, « Désarmement », du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.30 ne devrait avoir aucune incidence financière.

J'appelle également l'attention de la Commission sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B, en date du 21 décembre 1990, et des résolutions suivantes, dont la dernière en date est la résolution 67/246, en date du 24 décembre 2012, par laquelle l'Assemblée réaffirmait que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires, et réaffirmait le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les sixième et

septième alinéas du préambule et sur les paragraphes 3, 4, 5, 6, 6 a), 6 b) et 8 du projet de résolution A/C.1/68/L.30. Je vais maintenant mettre aux voix le sixième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran

(République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie, Zimbabwe

Par 134 voix contre zéro, avec 36 abstentions, le sixième alinéa du préambule est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le septième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo,

Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie, Zimbabwe

Par 135 voix contre zéro, avec 34 abstentions, le septième alinéa du préambule est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 3.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal,

République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie, Zimbabwe

Par 143 voix contre zéro, avec 28 abstentions, le paragraphe 3 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 4.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan,

Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen, Zambie

Par 147 voix contre zéro, avec 23 abstentions, le paragraphe 4 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 5.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark,

Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen, Zimbabwe

Par 148 voix contre zéro, avec 23 abstentions, le paragraphe 5 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 6.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda,

Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen

Par 145 voix contre zéro, avec 26 abstentions, le paragraphe 6 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 6 a).

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, Soudan, Tunisie, Yémen

Par 144 voix contre zéro, avec 27 abstentions, le paragraphe 6 a) est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 6 b).

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra

Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Myanmar, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, Soudan, Tunisie, Yémen, Zimbabwe

Par 146 voix contre zéro, avec 24 abstentions, le paragraphe 6 b) est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 8.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan,

Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Oman, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen

Par 150 voix contre zéro, avec 22 abstentions, le paragraphe 8 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30 pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau,

Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen, Zimbabwe

Par 145 voix contre zéro, avec 28 abstentions, le projet de résolution A/C.1/68/L.30 pris dans son ensemble est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.38, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/68/L.38 a été présenté par le représentant de la Colombie à la 19^e

séance de la Commission, le 29 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.38 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Avec la permission du Président, je vais donner lecture de l'état des incidences financières du projet de résolution, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes des paragraphes 5 et 6 du projet de résolution A/C.1/68/L.38, l'Assemblée générale déciderait que :

« conformément au calendrier des réunions pour la période 2012-2018 arrêté à la deuxième Conférence d'examen, de convoquer, en application des dispositions pertinentes du Programme d'action, une réunion biennale des États d'une semaine, à New York en 2014 et 2016, et une réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée d'une semaine en 2015, en vue d'examiner la mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action, et décide que la prochaine réunion biennale des États se tiendra du 16 au 20 juin 2014 »;

et déciderait également que :

« en application de la décision prise à la deuxième Conférence d'examen, que la troisième Conférence chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects se tiendra en 2018 pendant deux semaines, et qu'elle sera précédée d'une réunion du comité préparatoire d'une semaine au début de 2018 ».

En application du paragraphe 5, il est prévu qu'une réunion biennale des États d'une semaine se tiendra à New York en 2014 et qu'une réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée d'une semaine se tiendra en 2015. En outre, une réunion biennale des États d'une semaine serait organisée à New York en 2016.

En application du paragraphe 6, la troisième Conférence d'examen des Nations Unies sur le Programme d'action aurait lieu à New York en 2018, pendant deux semaines, et serait précédée par une réunion du comité préparatoire d'une semaine à New York au début de 2018.

Les ressources à prévoir pour assurer la tenue de la réunion biennale des États en 2014 et d'une réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée en 2015 ont été inscrites au chapitre 2, « Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences », du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

Les dépenses prévues pour la réunion biennale des États d'une semaine en 2016 et la troisième Conférence d'examen en 2018, ainsi que la réunion du comité préparatoire qui la précédera au début de 2018, seront inscrites dans le projet de budget-programme pour les exercices biennaux 2016-2017 et 2018-2019.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.38 n'aurait aucune incidence financière.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/68/L.38 ont exprimé le vœu que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.38 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.44 intitulé « Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Première Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/68/L.44 a été présenté par le représentant de l'Allemagne à la 20^e séance de la Commission, le 30 octobre. Les auteurs du projet de résolution sont indiqués dans les documents A/C.1/68/L.44 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le vœu que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.44 est adopté.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent intervenir à titre d'explication de position ou de vote sur les projets de résolution qui viennent d'être adoptés.

M. El Oumni (Maroc) (*parle en anglais*) : Le Maroc appuie la transparence en matière d'armements

et estime que le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies est un outil très utile. Nous nous réjouissons à la perspective de la tenue continue du Registre et de son amélioration, notamment en élargissant éventuellement sa portée.

La transparence dans le domaine des armements pourrait contribuer au renforcement de la confiance aux niveaux international et régional. Dans notre région, nous considérons que la transparence en matière de capacités s'agissant des armes de destruction massive et les progrès en matière de désarmement sont tout aussi importants que les mesures de confiance.

C'est dans cet esprit que le Maroc s'est abstenu dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements », même si nous ne trouvons rien à redire au sujet de ses dispositions en tant que telles.

M. Aljowaily (Égypte) (*parle en anglais*) : L'Égypte s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes », ainsi que dans le vote sur le paragraphe qui se réjouit de l'adoption, le 2 avril 2013, du Traité sur le commerce des armes et dans le vote sur celui qui invite tous les États qui ne l'auraient pas encore fait à adhérer à ce Traité dès que possible. Je voudrais faire les observations suivantes pour expliquer notre abstention.

Premièrement, le Traité sur le commerce des armes a été adopté au moyen d'un vote de l'Assemblée générale en avril 2013. Ce vote est intervenu après que la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes se soit montrée incapable de parvenir à un consensus sur un texte juste, équilibré et solide qui soit acceptable pour tous.

Deuxièmement, un certain nombre d'éléments qui auraient pu contribuer à la réalisation des buts et objectifs du Traité n'y figurent pas. Par exemple, le Traité ne contient pas de définitions de termes et de concepts essentiels à sa mise en œuvre; ne prévoit pas un mécanisme collectif permettant d'identifier l'applicabilité des critères convenus sur lesquels un exportateur se baserait pour déterminer s'il doit appliquer ou non le Traité; et ne fait pas référence aux crimes d'agression et d'occupation étrangère dans le cadre de l'évaluation, ce qui aurait rendu le processus de mise en œuvre plus clair.

La communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour combler les lacunes qui subsistent

après l'adoption du Traité sur le commerce des armes. Nous continuons de demander que l'on tienne compte des aspects relatifs à la surproduction et aux stocks d'armes classiques qui ne cessent d'augmenter dans les pays qui sont les principaux exportateurs et producteurs d'armes. Nous sommes toujours convaincus qu'il faut tout mettre en œuvre pour soumettre la production et les stocks d'armes dans les principaux États producteurs à un contrôle international. Rendre des comptes à la communauté internationale est la seule garantie contre un éventuel abus du déséquilibre existant entre les principaux exportateurs d'armes et le reste du monde.

L'Égypte continuera à suivre de près l'évolution de la situation s'agissant de l'adhésion au Traité sur le commerce des armes, son entrée en vigueur et sa mise en œuvre, afin de décider de sa position finale sur ledit Traité.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais expliquer la position de ma délégation relativement au projet de résolution sur le Traité sur le commerce des armes (A/C.1/68/L.4).

La République islamique d'Iran, un pays touché par le commerce illicite des armes associées aux activités des groupes terroristes et des trafiquants de drogue qui bénéficient d'appuis étrangers, a toujours été favorable aux efforts visant à combattre et éliminer le commerce illicite des armes. Mon pays a participé d'une manière constructive aux conférences des Nations Unies sur le traité sur le commerce des armes, espérant la conclusion d'un traité efficace, solide, équilibré et non discriminatoire visant à réduire la souffrance humaine résultant du commerce illicite d'armes classiques. Toutefois, ce processus a été détourné en faveur d'intérêts nationaux étroits et de politiques régionales, et le projet de traité n'a pas du tout répondu à nos attentes. En conséquence, ma délégation s'est vu contrainte de se joindre aux autres qui se sont opposées à l'adoption du Traité sur le commerce des armes, notamment pour les raisons suivantes.

Le Traité sur le commerce des armes n'interdit pas les transferts d'armes aux auteurs d'agression et aux occupants étrangers – une claire faille juridique de cet instrument. En tant que victime d'un acte d'agression commis dans l'histoire récente, cela est pour nous totalement inacceptable.

Le Traité ne s'applique pas au transport international par tout État partie ou pour son compte d'armes classiques destinées à son usage, ni au transfert

d'armes entre les États membres d'une alliance militaire, alors que de tels transferts d'armes ont, dans certains cas, servi à commettre des actes d'agression ou d'occupation qui ont entraîné des pertes humaines et la destruction de l'infrastructure d'un certain nombre de pays, notamment au Moyen-Orient et dans le golfe Persique.

Le Traité ne reconnaît pas le droit inhérent des États d'acquérir, de produire, d'exporter, d'importer et de transférer des armes classiques, nécessaires à l'exercice du droit inaliénable de tout État à la sécurité, à la légitime défense et à l'intégrité territoriale.

Le Traité n'offre aucune véritable garantie pour préserver les droits des pays importateurs et, en conséquence, il est hautement susceptible d'entraîner des abus, une politisation, une manipulation et une discrimination. Le Traité sur le commerce des armes n'empêche pas les armes de tomber entre les mains de criminels, de groupes armés illégaux, de terroristes et de groupes extrémistes. Il ne demande pas non plus une limitation de la production et du transfert des armes classiques. L'inclusion des pièces et composants dans le Traité, en l'absence de toute définition claire, risque grandement de mettre tous les articles et équipements simples à double usage sur le même plan que les véritables armes classiques.

Nous nous sommes abstenus dans le vote sur ce projet de résolution et dans les votes sur deux de ses paragraphes. Néanmoins, notre vote sur d'autres projets de résolution contenant une référence au Traité sur le commerce des armes ne doit pas être interprété comme un revirement par rapport à notre position vis-à-vis du Traité et de ses failles et lacunes juridiques.

Pour terminer, je tiens à souligner que toutes les activités liées au Traité sur le commerce des armes devraient être financées par les pays qui défendent le Traité, et non pas par le budget ordinaire de l'ONU ou les actifs de cette Organisation universelle.

M. Varma (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.3 et voudrait expliquer sa position. L'Inde défend l'idée d'un monde exempt de mines terrestres antipersonnel et est attachée à leur élimination à terme. La disponibilité de technologies de substitution efficaces sur le plan militaire pouvant remplir, de manière rentable, le rôle défensif légitime des mines terrestres antipersonnel facilitera considérablement la

réalisation de l'objectif d'élimination totale des mines terrestres antipersonnel au niveau mondial.

L'Inde est une Haute Partie contractante au Protocole II modifié de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui consacre la démarche consistant à prendre en compte les intérêts légitimes des États en matière de défense, en particulier ceux ayant des frontières étendues. L'Inde s'est acquittée de ses obligations au titre de ce protocole, notamment en cessant la production de mines non détectables et en faisant en sorte que toutes ses mines antipersonnel puissent être détectées. L'Inde observe un moratoire sur l'exportation et le transfert des mines terrestres antipersonnel.

Nous avons pris un certain nombre de mesures pour répondre aux préoccupations humanitaires suscitées par l'emploi de mines terrestres antipersonnel, conformément au droit international humanitaire. L'Inde reste déterminée à renforcer la coopération internationale et à fournir une assistance en matière de déminage et pour la réadaptation des victimes des mines. Elle est prête à apporter une aide et une expertise techniques à cet effet. L'Inde participe aux réunions des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel en tant qu'observateur et a l'intention de continuer de le faire aux prochaines réunions, y compris la treizième réunion des États parties, qui se tiendra à Genève.

Je voudrais expliquer brièvement la position de l'Inde sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, relatif au Traité sur le commerce des armes. L'Inde a participé activement aux négociations sur ce traité. La participation de l'Inde à ces longues négociations reposait sur le principe que les États Membres ont le droit légitime de se défendre et sur notre conviction qu'il n'y a pas de contradiction entre la poursuite d'objectifs nationaux dans le domaine de la sécurité et la volonté de parvenir à un traité sur le commerce des armes robuste, équilibré et efficace, une position qui s'inscrit dans la suite logique de la politique de contrôles stricts et efficaces des exportations déjà mise en place par l'Inde pour ce qui est des articles de défense.

L'Inde s'attendait à ce que le Traité ait un impact réel en matière de lutte contre le trafic d'armes classiques et leur utilisation illicite, en particulier par des terroristes et d'autres acteurs non étatiques non

autorisés et illégitimes. L'Inde a par ailleurs toujours mis l'accent sur le fait que le Traité devait garantir un équilibre entre les obligations des États exportateurs et celles des États importateurs. Néanmoins, comme l'Inde l'a indiqué le 2 avril à l'Assemblée générale lors de l'adoption du Traité (voir A/67/PV.71), le Traité se montre faible en ce qui concerne le terrorisme et les acteurs non étatiques, qui ne sont pas mentionnés dans les interdictions spécifiques énumérées par le Traité. En outre, l'Inde a signalé que le Traité ne pouvait pas être utilisé par les États exportateurs pour adopter des mesures unilatérales extraordinaires contre des États importateurs sans que cela ne porte à conséquence.

Le texte du traité ne répondant pas à ses exigences sur ces points, l'Inde a été contrainte de s'abstenir dans le vote sur la résolution par laquelle l'Assemblée générale a adopté le Traité sur le commerce des armes. L'Inde procède à une évaluation globale et approfondie du texte du Traité sur le commerce des armes au regard de ses intérêts en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère. Tant que cette évaluation n'est pas terminée, l'Inde n'est pas en mesure de prendre une position définitive sur le Traité sur le commerce des armes. Par conséquent, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4.

S'agissant du projet de résolution A/C.1/68/L.30, l'Inde a voté pour ce texte. Néanmoins, s'agissant des sixième et septième alinéas du préambule, notre vote a été dicté par la position que je viens d'indiquer concernant le Traité sur le commerce des armes.

M^{me} Ledesma Hernández (Cuba) (*parle en espagnol*) : Comme elle l'a fait aux précédentes sessions, la délégation cubaine s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.1/68/L.3 et intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

Cuba partage pleinement les préoccupations humanitaires associées à l'emploi aveugle et irresponsable des mines antipersonnel. Notre pays est partie à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, y compris son Protocole II modifié, et respecte rigoureusement les interdictions et restrictions liées à l'utilisation des mines qui y figurent.

Comme nous l'avons déjà indiqué, Cuba est soumise, depuis plus de cinq décennies, à une politique d'hostilité et d'agression constantes menée par une superpuissance militaire. En conséquence, afin de préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, Cuba ne peut renoncer à l'utilisation des mines, en vertu du droit de légitime défense reconnu par la Charte des Nations Unies. Cuba continuera d'appuyer tous les efforts qui, tout en préservant l'équilibre nécessaire entre questions humanitaires et questions de sécurité nationale, visent à éliminer les terribles effets qu'a sur la population civile et l'économie de nombreux pays l'emploi aveugle et irresponsable des mines antipersonnel.

De même, nous nous associons à l'appel lancé à tous les États en mesure de le faire à fournir l'assistance financière, technique et humanitaire nécessaire aux opérations de déminage et à la réinsertion socioéconomique des victimes.

Je vais maintenant donner lecture de notre explication de vote sur les projets de résolution contenant des références au Traité sur le commerce des armes.

S'agissant du projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes », notre délégation s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution pris dans son ensemble et sur ses paragraphes 1 et 3. Nous nous sommes également abstenus dans le vote sur les sixième et septième alinéas du préambule du projet de résolution A/C.1/68/L.30.

Nous le ferons également en ce qui concerne les septième et huitième alinéas du préambule et le paragraphe 1 du projet de résolution A/C.1/68/L.31, qui portent sur la question du Traité sur le commerce des armes, pour les raisons suivantes.

En mars, la communauté internationale a constaté l'absence d'accord et de consensus au sein de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes. Selon nous, la Conférence offrait une occasion historique de lutter efficacement contre les graves conséquences du commerce illicite et non réglementé des armes pour de nombreux États et populations dans le monde. Cette occasion historique n'a toutefois pas été saisie.

Malheureusement, l'accord conclu en vue de mener ce processus sur la base du consensus a été ignoré et un vote a été forcé sur un texte qui n'était

pas à la hauteur des exigences et des besoins légitimes de la communauté internationale. Un grand nombre d'ambiguïtés, d'incohérences, d'imprécisions et de vides juridiques caractérisent le Traité sur le commerce des armes. C'est un instrument déséquilibré en faveur des États exportateurs d'armes, à qui l'on accorde des privilèges qui vont à l'encontre des intérêts légitimes des autres États, notamment leurs intérêts en matière de défense et de sécurité nationale. Les intérêts des États exportateurs ont été privilégiés et ont pris le pas sur les souffrances humaines causées par le commerce illicite et non réglementé des armes.

Pour conclure, nous tenons à souligner que Cuba continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et combattre le commerce illicite des armes, une cause à laquelle nous restons pleinement attachés.

M^{me} Harbaoui (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je prends la parole au nom des États membres de la Ligue des États arabes pour expliquer leur position sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ». Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment leur position en ce qui concerne la transparence dans le domaine des armements, en particulier le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies. Depuis de nombreuses années, les membres de la Ligue des États arabes ont exprimé leur opinion en ce qui concerne la transparence dans le domaine des armements en adhérant au Registre. Notre position est basée sur une vision claire du désarmement, en particulier en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient.

Les États membres de la Ligue des États arabes soulignent la nécessité de garantir la transparence dans le domaine des armements pour renforcer la paix et la sécurité internationales. Pour que le dispositif mis en place en vue de garantir la transparence soit efficace, il doit suivre les directives pertinentes, qui doivent être équilibrées, transparentes et non discriminatoires. Par ailleurs, elles doivent servir les intérêts de tous les États aux niveaux national, régional et international en application du droit international. Le Registre est la première étape franchie par la communauté internationale sur la voie de la transparence dans le domaine des armements, sans contradiction possible.

Cependant, plus de la moitié des États ne fournissent pas d'informations au Registre. Nous souhaitons élargir la portée du Registre, d'autant plus que ces dernières années, l'expérience a montré que le

Registre ne porte que sur cette catégorie d'armes. Les États membres de la Ligue estiment que le Registre ne répond pas à leurs intérêts en matière de défense. Par conséquent, à l'avenir, les États membres de la Ligue devront prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la transparence. À cette fin, il faut élargir la portée du Registre pour qu'il englobe les armes classiques et les technologies ayant des applications militaires pour le rendre plus équilibré, plus global et non-discriminatoire, ce qui favorisera la participation d'un plus grand nombre d'États. La région du Moyen-Orient est marquée par un déséquilibre dans le domaine des armements. La confiance et la transparence ne peuvent être garanties qu'en adoptant une démarche globale. Si le Registre se concentre sur certains types d'armes en omettant les armes de destruction massive et les armes nucléaires, il restera déséquilibré et incomplet et ne donnera pas les résultats escomptés. Nous devons tenir compte de la situation au Moyen-Orient et de l'occupation de territoires par Israël, le seul État de la région qui n'est pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). En dépit de cela, Israël continue d'ignorer les appels qui lui sont lancés pour qu'il adhère au TNP et soumette ses installations au régime des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Israël continue d'accumuler un arsenal d'armes de destruction massive et d'armes nucléaires. Il reste donc convaincu de sa supériorité par rapport à tous les États, ce qui nuit à la transparence. Pour être globales et efficaces, les mesures de transparence doivent couvrir tous les types d'armements, y compris les armes de destruction massive et les armes nucléaires.

C'est pour toutes ces raisons que les États membres de la Ligue des États arabes se sont abstenus dans le vote sur le projet de résolution.

M^{me} Park Jee-won (République de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.3, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

La République de Corée adhère pleinement à l'esprit et aux objectifs de la Convention d'Ottawa et du projet de résolution. Nous estimons que cette importante convention joue et continuera de jouer un rôle central en vue d'atténuer les souffrances humaines causées par les mines antipersonnel. Cependant, du fait des problèmes de sécurité sur la péninsule coréenne, nous ne pouvons

adhérer à la Convention à ce stade, et nous nous sommes donc abstenus dans le vote. Néanmoins, nous sommes déterminés à atténuer les souffrances causées par les mines antipersonnel. La République de Corée exerce un contrôle strict sur les mines antipersonnel et a prolongé pour une durée indéterminée en 1997 le moratoire sur leur exportation.

D'autre part, la République de Corée a adhéré à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi qu'au Protocole II modifié et au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, et elle s'acquitte scrupuleusement de toutes les obligations qui en découlent.

Le Gouvernement coréen a également consacré plus de 8 millions de dollars au déminage et à l'aide aux victimes depuis 1993 par le biais des programmes pertinents des Nations Unies, notamment le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antiminées, un fonds d'affectation international pour l'assistance au déminage et aux victimes des mines. La République de Corée continuera de contribuer aux efforts internationaux dans les domaines du déminage et de l'assistance aux victimes.

M. Yin Haigang (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise souhaite expliquer sa position en ce qui concerne le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4.

La lutte contre l'instabilité régionale et les problèmes humanitaires liés au commerce illicite d'armes classiques est l'une des priorités principales de la Chine, et celle-ci a toujours appuyé les négociations sur le Traité sur le commerce des armes, auxquelles elle a participé activement et de manière constructive. Par ailleurs, elle s'est employée et a contribué à faire avancer les négociations. Les dispositions du Traité ne posent pas de problème fondamental à la Chine. Cependant, elle est convaincue que le Traité aurait dû être adopté par consensus et n'approuve pas le fait qu'un traité multilatéral sur la maîtrise des armements, qui a d'importantes répercussions sur la sécurité nationale et internationale, soit adopté au moyen d'un vote à l'Assemblée générale.

La Chine envisage actuellement avec sérieux la possibilité de signer le Traité. Elle a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.4, qui vient d'être adopté, pour

montrer son appui aux objectifs du Traité. Pourtant, nous tenons à ce qu'il soit pris acte de nos réserves quant à l'adoption du Traité au moyen d'un vote à l'Assemblée générale.

La Chine se tient prête, en collaboration avec toutes les parties prenantes, à continuer de renforcer la coopération dans le cadre de notre entreprise commune visant à établir un ordre normalisé, bien réglementé et rationnel dans le domaine du commerce des armes.

M^{me} Ramírez Valenzuela (Mexique) (*parle en espagnol*) : S'agissant de notre vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes », ma délégation appuie sans réserve ledit Traité qui représente une réalisation historique de la communauté internationale, car il s'agit du premier instrument juridiquement contraignant qui réglemente le commerce des armes classiques afin d'en éviter le détournement vers des marchés illicites. Le Mexique est bien conscient du fait que l'adoption et la signature du Traité sur le commerce des armes ne sont que la première étape vers un commerce international des armes responsable. C'est pourquoi mon pays s'engage à promouvoir sa rapide entrée en vigueur suivie d'une mise en œuvre effective.

La participation des parties étant le seul moyen de parvenir aux objectifs énoncés par cet instrument, le Mexique exhorte les autres signataires à prendre les mesures nécessaires, au niveau national, afin d'en assurer la pleine application. Ma délégation estime qu'il eût été souhaitable que le texte du projet de résolution fasse mention de la mise en œuvre provisoire du Traité. Nous regrettons que cela n'ait pas été possible. À cet égard, le Mexique invite les pays à faire une déclaration sur la mise en œuvre provisoire du Traité sur le commerce des armes, conformément à l'article 23, compte tenu de la nécessité de tenir compte au plus tôt de ses conséquences sur la vie de nos peuples. En tant qu'État partie au Traité, le Mexique s'engage à nouveau à lutter en faveur de la consolidation du régime qu'il met en place.

S'agissant de notre abstention dans le vote sur le paragraphe 8 du projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements », ma délégation tient à rappeler que la Conférence du désarmement a été conçue comme un organisme multilatéral chargé de mener des négociations multilatérales sur le désarmement, et la question de la transparence dans le domaine des armements est inscrite à son ordre du jour depuis 1979. Mais la Conférence

n'a fait de progrès ni sur cette question ni sur d'autres inscrites à son ordre du jour, étant donné qu'elle n'a ni adopté ni mis en œuvre un programme de travail depuis 1996, ce que le Mexique déplore. À ce sujet, le libellé du paragraphe 8 ne reflète pas la réalité, car il implique que l'Assemblée reconnaît que la Conférence du désarmement travaille sur cette question et doit continuer à le faire.

M. Luque (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur considère que la transparence dans le domaine des armements est un élément important pour l'établissement de mesures de confiance entre les États. Concrètement, cela s'est manifesté par les rapports présentés par mon pays au Registre des armes classiques, ainsi que par l'élaboration et la publication, dans le cadre de l'Union des nations de l'Amérique du Sud et conjointement avec les autres États de cette région, du Registre sud-américain des dépenses consacrées à la défense. C'est pour cette raison que mon pays, comme il l'a toujours fait, a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.30, pris dans son ensemble, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ».

En même temps, ma délégation déplore l'inclusion des sixième et septième alinéas du préambule, qui font référence à l'adoption et au processus de ratification du Traité sur le commerce des armes d'une manière qui n'a que peu de rapport avec la teneur et l'objet du projet de résolution. Nous considérons que l'inclusion de ces paragraphes litigieux relatifs au processus de ratification et à l'entrée en vigueur d'un instrument qui n'a pas été adopté par consensus n'aide guère le processus de négociation des projets de résolution au sein de cette Commission. C'est pourquoi ma délégation s'est abstenue dans le vote sur ces alinéas.

M^{me} Lai Zhenling (Singapour) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer les votes de ma délégation pour le projet de résolution A/C.1/68/L.3, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », et pour le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes ».

La position de Singapour sur les mines antipersonnel est claire et sans équivoque. Comme les années précédentes, Singapour appuie et continuera d'appuyer toutes les initiatives s'opposant à l'utilisation aveugle de mines antipersonnel, surtout lorsqu'elles visent des civils innocents et sans défense. Dans ce

contexte, Singapour a décrété, en mai 1996, un moratoire de deux ans sur l'exportation des mines antipersonnel sans mécanismes d'autoneutralisation, qui a été élargi en février 1998, afin d'englober tous les types de mines antipersonnel, et pas seulement ceux soumis à des mécanismes d'autoneutralisation, puis prolongé indéfiniment. Nous appuyons également les travaux de la Convention en assistant régulièrement aux réunions des États parties.

En même temps, à l'instar de nombreux pays, Singapour est fermement convaincue de la nécessité de prendre en considération les préoccupations légitimes de sécurité et le droit à la légitime défense de tout État. Une interdiction globale de tous les types de mines antipersonnel risquerait en effet de se révéler inefficace.

Singapour appuie les efforts déployés au plan international pour répondre aux préoccupations humanitaires résultant des mines antipersonnel. Nous continuerons de rechercher avec les membres de la communauté internationale une solution durable et vraiment globale.

Singapour a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.4. Nous avons également voté auparavant pour la résolution 67/234 des Nations Unies, qui adoptait le texte du Traité.

Singapour est d'avis qu'un Traité sur le commerce des armes doit être pratique, efficace et basé sur des obligations réalistes et réalisables afin de rallier une acceptation universelle. Bien que le Traité sur le commerce des armes ait été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies au mois d'avril, Singapour note que certains articles ont été présentés tardivement et incorporés dans le texte final sans qu'il y ait eu de possibilité d'en débattre pendant la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, qui s'est tenue en mars. À cet égard, Singapour aura besoin de plus de temps pour examiner les obligations du Traité.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je sollicite votre indulgence, Monsieur le Président, et celle de mes collègues, car mon intervention va porter sur quatre projets de résolution.

Premièrement, s'agissant du projet de résolution A/C.1/68/L.3, ma délégation s'est abstenue dans le vote. Les mines terrestres continuent de jouer un rôle important dans les besoins de défense de nombreux États, en particulier ceux des régions où existent des conflits et des différends. Le Pakistan reste déterminé

à poursuivre les objectifs d'une prohibition universelle et non discriminatoire des mines antipersonnel qui tiennent compte des besoins de défense légitimes des États.

Compte tenu de nos besoins en matière de sécurité et de la nécessité de garder de longues frontières que ne protège aucun obstacle naturel, l'utilisation de mines terrestres est une partie importante de notre stratégie d'autodéfense. Par conséquent, le Pakistan n'est pas en mesure d'accéder aux demandes visant l'interdiction complète des mines terrestres antipersonnel tant que d'autres choix viables ne sont pas disponibles. Le meilleur moyen de promouvoir l'objectif d'une élimination totale des mines terrestres serait, entre autres, de mettre à disposition des technologies non létales, rentables et militairement efficaces. Le Pakistan est partie au Protocole II modifié de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui régit l'emploi des mines terrestres dans les conflits tant internes qu'externes pour empêcher que des civils n'en soient victimes. Nous continuons d'appliquer le Protocole avec le plus grand sérieux.

Le Pakistan, qui est l'un des principaux fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix menées sous l'égide de l'ONU, a contribué activement par le passé aux opérations de déminage effectuées dans plusieurs pays touchés. Nous sommes prêts à mettre des moyens de formation à la disposition des pays touchés par les mines dans la mesure de nos ressources nationales. Le Pakistan a enregistré des résultats sans pareils en matière de déminage après les trois guerres qu'a connues l'Asie du Sud et, de ce fait, l'emploi de ces mines n'a jamais entraîné de catastrophe humanitaire. Nous restons déterminés à veiller à ce que les mines faisant partie de nos stocks militaires ne provoquent jamais de victimes civiles au Pakistan ou ailleurs.

Le Pakistan a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.4, sur le Traité sur le commerce des armes, pour manifester sa solidarité avec les peuples des États qui subissent les conséquences du commerce illicite et non réglementé des armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre. Cela dit, nous partageons les préoccupations exprimées par les délégations face à la décision d'adopter par une mise aux voix des traités multilatéraux qui ont un impact direct

sur les besoins de défense légitimes et les intérêts des États. Nous désapprouvons également avec force toute tentative visant à réinterpréter le principe du consensus.

Nous tenons à souligner une fois encore plusieurs aspects clefs sur lesquels le Pakistan a à maintes reprises attiré l'attention au cours des négociations, même si ces remarques n'ont pas été prises en compte.

Premièrement, l'acquisition d'armes par des États pour des impératifs de sécurité peut difficilement être dissociée de la production et de la vente d'armes, qui répondent elles à des considérations commerciales et politiques. Le texte du Traité ignore la question fondamentale de la surproduction, composante indissociable de l'ensemble de la chaîne du commerce international des armes classiques. Le commerce et le transfert des armes classiques ne peuvent être envisagés séparément de leur production et des bénéfices financiers qui sont générés. Il s'agit, selon nous, d'une grave omission qui pourrait nuire à l'efficacité à long terme du Traité.

Deuxièmement, le Traité est susceptible d'être considéré par beaucoup comme étant principalement fait pour et par les exportateurs uniquement. Il risque d'être perçu comme ne respectant pas l'équilibre nécessaire entre les intérêts et les obligations des exportateurs et des importateurs, ni des États concernés.

Troisièmement, le Traité accuse deux lacunes, dont notamment l'absence de définitions. Cette omission constitue une rupture par rapport à la pratique conventionnelle établie, dont certains exportateurs pourraient se servir pour contourner les dispositions du Traité. La multiplicité des définitions nationales va à l'encontre de l'objectif fondamental du Traité qui est de fixer les normes internationales communes les plus élevées.

S'agissant de l'absence de responsabilité de la part des exportateurs, bien que le texte énonce quelques obligations pour ces derniers, il ne prévoit pas de mécanisme clair garantissant leur responsabilité en cas de violation des dispositions du Traité sur le commerce des armes, en particulier celles relatives aux critères définis. Une telle absence de contrôle risque d'accentuer la perception selon laquelle le Traité profite injustement aux États exportateurs.

Le mécanisme interministériel pakistanais continue d'examiner et d'évaluer les dispositions du Traité sous divers aspects. Nous espérons que le processus d'examen du Traité sur le commerce des

armes répondra aux préoccupations que je viens d'évoquer. Rectifier ainsi le tir permettrait d'encourager grandement l'efficacité et l'universalité du Traité.

Pour ce qui est du projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements », le Pakistan appuie l'objectif général de transparence en matière d'armements, y compris pour les dépenses militaires. De telles mesures pourraient agir comme des systèmes d'alerte précoce pour détecter les tendances internationales en matière d'accumulation des armements et comme une force susceptible d'exercer une certaine pression morale sur les États qui sont à l'origine des déséquilibres en matière de transfert, de production et d'accumulation des armements.

Cependant, il ne saurait y avoir de démarche universelle applicable à toutes les régions ou sous-régions. Pour que les mesures de transparence soient mieux acceptées et appliquées, il est essentiel de prendre en considération la diversité des contextes politiques et de sécurité dans les différentes régions. Ces mesures doivent par ailleurs s'accompagner de bien d'autres, comme par exemple des mesures de confiance et des efforts pour apaiser les tensions et régler les conflits grâce à la négociation, au dialogue et à la médiation. Les mesures de transparence ne produiront pas les résultats recherchés si elles viennent à être promues comme une fin en soi.

L'objectif ultime doit être de privilégier la retenue, de promouvoir des mesures de confiance, d'apaiser les tensions et de régler les conflits aux niveaux régional, sous-régional et mondial. Il nous faut en outre analyser la tendance à la baisse en matière de présentation de rapports et sa potentielle corrélation avec l'impression qu'il y a un manque de capacités ou de vision claire en ce qui concerne les objectifs plus généraux de renforcement de la confiance et de règlement des conflits.

Nous sommes favorables à la mise en place de nouveaux groupes d'experts gouvernementaux. Cependant, nous partageons également les attentes générales quant à la nécessité que leur composition – et de manière générale celle de tous les groupes d'experts gouvernementaux créés au sein du système des Nations Unies dans le domaine du désarmement – respecte strictement le principe de représentation géographique équitable, en particulier celle des pays en développement. Nous sommes conscients des difficultés financières auxquelles se heurte le système des Nations Unies, mais celles-ci ne doivent pas restreindre les chances de participation des divers régions et points de vue.

Enfin, concernant le projet de résolution A/C.1/68/L.44, nous sommes d'accord avec son objectif clef relatif à la mise au point d'une approche globale et intégrée du désarmement passant par l'élaboration de mesures concrètes. Le Pakistan a lui-même soutenu l'objectif associé visant à promouvoir la maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional. En dépit des difficultés actuelles, le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe constitue un bon modèle d'approche globale. Nous tenons néanmoins à souligner les points suivants concernant le projet de résolution.

Les stocks d'armes classiques les plus importants sont détenus par de grands États militairement puissants. Il incombe donc à ces derniers de jouer un rôle de chef de file dans l'évaluation des stocks en surplus et de leur élimination. Ces efforts doivent s'accompagner de mesures aux niveaux régional et sous-régional pour éviter toute accumulation excessive et tout déséquilibre en ce qui concerne les armes classiques et les forces militaires. Enfin, même s'il n'est peut-être pas possible de parvenir à une définition universelle des surplus de stocks d'armes ou de munitions, on pourrait élaborer certaines directives générales sur la base des travaux déjà réalisés sous les auspices de l'ONU.

M^{me} Pépin-Halle (Canada) : Le Canada prend la parole afin d'expliquer ses votes sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes », et sur le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ». Le Canada a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.30 car nous appuyons les initiatives en faveur de la transparence en matière d'armement aux niveaux régional et international.

En ce qui concerne le Traité sur le commerce des armes, le Canada croit que l'objectif d'empêcher le commerce illicite et irresponsable des armes qui alimente le terrorisme, le crime organisé et les conflits armés est un objectif d'importance. Le Canada va continuer à travailler pour que les armes demeurent hors de portée des criminels, des terroristes et de tous ceux qui abusent des droits de la personne. Le Canada applique déjà certaines des normes de contrôle à l'exportation parmi les plus élevés au monde. Tout en continuant de s'affairer à entraver le commerce illicite des armes classiques, il demeure très important que le Traité n'affecte pas les propriétaires légitimes et responsables d'armes à feu, ni n'encourage ou n'entrave le transfert international des armes classiques à des

fins licites et légitimes. Nous ne devons pas oublier que puisqu'il y a des usages légitimes, il existe aussi un commerce légitime.

Le Canada prend le temps nécessaire afin de consulter les acteurs nationaux concernés pour obtenir leurs points de vue sur le Traité. Nous voulons nous assurer que le Traité n'imposera pas de charge indue aux propriétaires légitimes d'armes à feu au Canada, notamment les agriculteurs, les chasseurs, les tireurs sportifs et les collectionneurs.

M. Kim Ju Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Nous tenons à réaffirmer brièvement notre position sur le projet de résolution A/C.1/68/L.4, intitulé « Le Traité sur le commerce des armes ».

Comme d'autres pays l'ont déjà dit, le Traité ne s'inscrit pas dans un contexte équitable et équilibré, ce qui nuit au climat de sécurité nationale des pays. La dernière résolution en date sur ce traité semblait grandement contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde en fixant des normes juridiques pour le commerce des armes dans le monde entier. Or, aux termes du projet de résolution d'aujourd'hui, le rôle accru accordé aux grands marchands d'armes risque de se traduire par un plus grand chaos et davantage de conflits et de souffrances humaines, tout en offrant d'innombrables avantages aux principaux pays exportateurs d'armes, leur permettant d'intervenir en toute légalité dans les grandes zones de conflit dans le monde.

La République populaire démocratique de Corée est un pays épris de paix comme aucun autre, et puisque nous sommes pleinement attachés à un traité juste et équilibré, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution.

M. Toro-Carnevali (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Mon pays a voté pour le projet de résolution A/C.1/68/L.44, intitulé « Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus », parce qu'il estime que les munitions font partie intégrante du problème du trafic des armes légères et de petit calibre.

C'est pourquoi les mesures visant à prévenir, combattre et éliminer le trafic de ces armes ne peuvent être complètes si la question des munitions n'est pas prise en compte. La déclaration d'Antigua, adoptée en mai 2006, reconnaît que le commerce illicite de munitions est intrinsèquement lié au commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Le Venezuela estime également que le marquage des munitions avant leur exportation ou leur transfert contribuerait à prévenir leur détournement vers des groupes ou des individus qui agissent en dehors de la loi. Par conséquent, il s'agit d'un élément crucial de la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/68/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements » ma délégation s'est abstenue dans le vote sur les sixième et septième alinéas du préambule. Cette abstention ne signifie en aucune façon que nous remettons en cause la notion de transparence s'agissant de mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité, une notion que le Venezuela appuie. En revanche, notre abstention est une expression de notre opposition à l'incorporation d'un élément aussi spécifique et controversé que le Traité sur le commerce des armes, qui fausse la nature et la portée des propositions en question. Si les auteurs de ce projet de résolution avaient accepté d'utiliser un langage plus modéré et avaient pris en compte les préoccupations d'un grand nombre de pays concernant le Traité sur le commerce des armes, ma délégation aurait appuyé le projet de résolution, comme elle l'a toujours fait au cours des années précédentes.

Le Président (*parle en arabe*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de position sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 4.

La Commission va maintenant examiner le groupe de questions 5, « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale ». Avant de nous prononcer sur les projets de décision et de résolution, je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire des déclarations d'ordre général ou présenter des projets de résolution nouveaux ou amendés.

M^{me} Ledesma Hernández (Cuba) (*parle en espagnol*) : Dans le cadre de l'examen de ce groupe de questions, nous voudrions exprimer une préoccupation d'ordre général au sujet de la prolifération d'initiatives portant sur la création de groupes d'experts à composition limitée chargés d'examiner des questions relevant du désarmement et de la maîtrise des armements, des questions très sensibles qui présentent aussi un intérêt pour tous les États Membres. Nous estimons que la création de groupes d'experts devrait être l'exception et non la règle, et qu'il faudrait plutôt privilégier des processus transparents et inclusifs permettant à tous les

États Membres d'examiner ces questions importantes sur un pied d'égalité, dans le cadre des organes qui constituent le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement.

En outre, nous voudrions évoquer les propositions figurant dans le projet de résolution A/C.1/68/L.45, intitulé « Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires ». Tout d'abord, nous tenons à souligner que notre délégation partage les préoccupations relatives au fait qu'il est incompréhensible que dans un contexte de crise économique internationale et de réduction des dépenses publiques, les dépenses militaires mondiales ne cessent d'augmenter, et ont atteint près de 1750 milliards de dollars en 2012. Nous réitérons notre proposition de créer un fonds qui serait géré par les Nations Unies et dans lequel serait versée au moins la moitié des dépenses militaires actuelles afin de répondre aux besoins de développement économique et social des pays qui sont dans le besoin.

En ce qui concerne les propositions figurant dans le projet de résolution, nous n'estimons pas qu'il soit nécessaire de créer un groupe d'experts chargé de cette question. Le dernier groupe d'experts a formulé toute une série de recommandations, dont la plupart n'ont pas été adoptées ni mises en œuvre par tous les États. En principe, nous ne sommes pas opposés à l'idée de procéder à un examen périodique du rapport, au moyen d'un mécanisme inclusif dans le cadre de l'Assemblée générale, de la Commission du désarmement ou de tout autre organe, mais nous ne sommes pas favorables à ce que, s'agissant de cette question, l'on continue de recourir à ce mécanisme qu'est le groupe d'experts, dont la composition est très limitée et dont l'efficacité n'a guère été prouvée et qui, comme nous l'avons entendu, est extrêmement coûteux. En effet, les dépenses y relatives se chiffrent à des milliers de dollars, qui pourraient être affectés à d'autres questions plus prioritaires.

Le Président (*parle en arabe*) : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de décision et de résolution présentés au titre du groupe de questions 5.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

La Commission va tout d'abord se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.22, intitulé « Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Première Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Inde à la 20^e séance, le 30 octobre. L'auteur du projet de résolution est mentionné dans le document A/C.1/68/L.22.

Le Président (*parle en anglais*) : L'auteur du projet de résolution a exprimé le vœu que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.22 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.31, intitulé « Législations nationales relatives au transfert d'armes, de matériel militaire et de produits et techniques à double usage ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Première Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant des Pays-Bas à la 19^e séance, le 29 octobre. L'auteur du projet de résolution est mentionné dans le document A/C.1/68/L.31.

Le Président (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé. Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les septième et huitième alinéas du préambule et sur le paragraphe 1 du projet de résolution A/C.1/68/L.31. Je vais d'abord mettre aux voix le septième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël,

Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Ouganda, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du)

Par 156 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le septième alinéa du préambule est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le huitième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso,

Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Ouganda, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

Par 158 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le huitième alinéa du préambule est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 1.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Ouganda, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République

démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du)

Par 157 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le paragraphe 1 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.31, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal,

Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Iran (République islamique d'), Ouganda, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée

Par 171 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le projet de résolution A/C.1/68/L.31 pris dans son ensemble est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.45, intitulé « Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par la représentante de la Roumanie à la 20^e séance de la Commission, le 30 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.45 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Avec la permission du Président, je vais donner lecture de l'état des incidences financières ci-après, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes des paragraphes 7, 7 c) et 7 h) du projet de résolution A/C.1/68/L.45, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général, dans les limites des ressources disponibles,

« [d]e créer, sur la base d'une représentation géographique équitable, un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le fonctionnement et l'amélioration du Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires et de mettre notamment en place une procédure d'examen périodique de la pertinence et du fonctionnement du Rapport, à partir de 2016, en tenant compte des vues exprimées par les États Membres à ce sujet et des rapports du Secrétaire général concernant l'information objective sur les

questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires, et de lui transmettre le rapport de ce groupe d'experts pour qu'elle l'examine à sa soixante-douzième session; »

et

« [d]e promouvoir des colloques et séminaires de formation internationaux et régionaux ou sous-régionaux et d'aider le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat à élaborer une formation en ligne, avec l'appui financier et technique des pays intéressés, afin d'expliquer l'objet du système pour l'établissement de rapports normalisés, de faciliter l'archivage électronique des renseignements communiqués et de donner les instructions techniques voulues; »

Le premier groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le fonctionnement du Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires a été créé en 2010 en application de la résolution 62/13. Dans le paragraphe 74 de son rapport (A/66/89), le groupe recommande d'évaluer tous les cinq ans le fonctionnement du Rapport sur les dépenses militaires. L'Assemblée générale recommande également de mettre en place une procédure d'examen périodique dans la résolution 66/20.

En application du paragraphe 7 c) du projet de résolution, il est envisagé que le groupe d'experts gouvernementaux tienne trois sessions, deux à Genève et une à New York, en 2016 et 2017. Le montant des services de conférence pour les trois sessions du groupe d'experts gouvernementaux est estimé à 408 215 dollars au tarif actuel. En outre, le montant des dépenses qui n'ont pas trait aux services de conférence, notamment les déplacements des experts, a été estimé à 366 800 dollars. Ces dépenses seraient incluses dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, respectivement au titre du chapitre 2, « Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences », et du chapitre 4, « Désarmement ». Les dépenses qui ont trait aux activités envisagées au titre du paragraphe 7 h) seraient financées au moyen de ressources extrabudgétaires fournies par les États intéressés.

S'agissant du paragraphe 7, qui prie le Secrétaire général, dans les limites des ressources disponibles, de mettre en place les activités prévues dans les paragraphes 7 c) et 7 h), l'attention de la Commission est attirée sur les dispositions de la section VI de

la résolution 45/248 B, du 21 décembre 1990, et les résolutions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 67/246, dans laquelle l'Assemblée réaffirme que la Cinquième Commission est la grande commission compétente de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires, et dans laquelle elle réaffirme également le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.45 n'aurait aucune incidence financière.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le vœu que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. En l'absence d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.45 est adopté.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

M. Luque (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur estime que les États doivent améliorer leurs législations et leurs procédures relatives au transfert d'armes, de matériel militaire et de produits à double usage. C'est la raison pour laquelle, comme les années précédentes, ma délégation a appuyé l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.31 pris dans son ensemble.

Dans le même temps, ma délégation regrette l'ajout des septième et huitième alinéas du préambule, qui font référence au Traité sur le commerce des armes, ainsi que la mention faite de cet instrument dans le paragraphe 1. L'ajout des alinéas susmentionnés n'a guère encouragé l'adoption par consensus de ce projet de résolution en ce qu'ils mentionnent un traité qui n'a lui-même pas été adopté par consensus.

La référence faite au Traité sur le commerce des armes dans ce paragraphe est pour le moins étrange, car elle appelle les États à respecter les obligations énoncées dans les instruments internationaux, tel le Traité sur le commerce des armes. Or, il est inhérent au droit international des traités d'imposer aux États de respecter les dispositions figurant dans les instruments dont ils sont parties, et la situation est encore plus étrange lorsque la seule référence faite expressément porte sur un traité qui n'est pas encore entré en vigueur.

Il y a deux ans de cela, lors de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, cette résolution a été adoptée par consensus. Aujourd'hui, elle l'a été par un

vote. C'est regrettable. Comment pouvons-nous faire semblant d'adopter par consensus une résolution qui fait référence à un instrument qui, il y a sept mois à peine, n'a pu être adopté faute de consensus?

M. Hassan (Soudan) (*parle en arabe*) : J'ai demandé la parole pour expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution A/C.1/68/L.31, intitulé « Législations nationales relatives au transfert d'armes, de matériel militaire et de produits et techniques à double usage ».

Le Soudan confirme l'importance du contrôle national de ce matériel et de ces techniques à double usage et souligne également l'importance de législations nationales pour veiller à ce que ces produits ne soient pas transférés à des parties non autorisées. Toutefois, nous ne souhaitons pas imposer des contraintes que d'aucuns pourraient utiliser pour empêcher la bonne utilisation de ces produits dans des pays en développement.

Au paragraphe 1, le projet de résolution adopté aujourd'hui fait référence à une résolution unanime du Conseil de sécurité relative à certaines mesures sur les armes. Le Soudan a certaines réserves quant aux travaux du groupe d'experts mis en place par le Conseil de sécurité dans le domaine du désarmement et des mesures et procédures connexes. Le projet de résolution inclut donc certains principes contre lesquels nous n'avons pas, en principe, d'objections à formuler, car nous sommes favorables à l'échange d'information sur la technologie et ses utilisations pacifiques. Mais cela doit se faire sur la base de la transparence et de l'égalité et conformément aux dispositions des conventions internationales auxquels nous sommes parties. Le projet de résolution adopté aujourd'hui mentionne au paragraphe 1 – paragraphe contre lequel nous avons des réserves – le Traité sur le commerce des armes, contre lequel nous avons également des réserves bien connues, ainsi que la façon dont ce Traité a été adopté.

C'est pour ces raisons que la délégation soudanaise s'est abstenue dans le vote sur les septième et huitième alinéas du préambule et sur le paragraphe 1, bien que nous soyons favorables au reste de la teneur du projet de résolution.

M. Vipul (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.31. Nous avons voté pour le projet de résolution pris dans son ensemble car nous appuyons l'ensemble de ses objectifs. Mais nous nous sommes abstenus dans le vote sur les septième et huitième

alinéas du préambule et sur le paragraphe 1, car ils font référence au Traité sur le commerce des armes. Ceci est conforme à notre approche vis-à-vis du Traité, que j'aimerais rappeler brièvement.

L'Inde a pris une part active aux négociations sur le Traité sur le commerce des armes, dans l'espoir qu'un tel traité aurait un véritable effet sur le trafic des armes classiques et leur utilisation illicite, en particulier par des terroristes et d'autres acteurs non étatiques non autorisés et illégitimes. Lors des négociations sur le Traité sur le commerce des armes, l'Inde n'a cessé de rappeler que le Traité devrait équilibrer les obligations entre les États importateurs et exportateurs. Toutefois, le texte finalisé du Traité n'a pas répondu à nos attentes en la matière. Nous allons procéder à une évaluation complète et approfondie du Traité sur le commerce des armes dans la perspective de nos intérêts en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère. Tant que cette évaluation ne sera pas terminée, l'Inde ne sera pas en mesure d'adopter une position finale sur le Traité sur le commerce des armes.

M. Yermakov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie a appuyé le projet de résolution A/C.1/68/L.31. Nous souhaitons cependant appeler l'attention de ses auteurs et de l'ensemble de la Première Commission, sur le paragraphe 1, qui fait référence à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

Nous savons tous que la résolution 1540 (2004) traite exclusivement des armes de destruction massive, de leurs vecteurs et des produits et techniques à double usage liés à ces armes. Le projet de résolution A/C.1/68/L.31 traite des armes classiques, et ne porte donc pas sur les catégories abordées dans la résolution 1540 (2004). Nous pensons que cette résolution et la mention qui en est faite dans le projet de résolution A/C.1/68/L.31 sont inappropriées. À notre avis, il est plus approprié de faire référence au Traité sur le commerce des armes dans le paragraphe 1 du projet de résolution.

La situation entourant ce projet de résolution, y compris sa rédaction, est bien connue. Nous avons partagé des idées avec les auteurs du projet de résolution, mais nous n'avons reçu aucune explication quant au maintien de la référence faite à la résolution 1540 (2004) dans le projet de résolution A/C.1/68/L.31. Néanmoins, nous demandons aux rédacteurs de remédier à cette situation et, lorsqu'ils présenteront le projet de résolution l'année prochaine, de modifier le paragraphe 1 ou de fournir une

justification de cette référence faite à la résolution 1540 (2004).

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Mon explication de vote a trait au projet de résolution A/C.1/68/L.45. Le Pakistan est favorable aux efforts visant à promouvoir la transparence dans le domaine des armements en général, notamment par le biais de rapports sur les dépenses militaires, les exportations et les importations de matériel militaire et les achats par des moyens nationaux. Toutefois, la transparence est un moyen d'atteindre un objectif, et non pas une fin ou une politique en soi. L'objectif ultime de ces efforts devrait s'aligner sur les objectifs plus vastes d'établissement de la confiance, d'atténuation des tensions et de règlement des conflits par le dialogue et la médiation.

Le Pakistan a appuyé les résolutions sur cette question, y compris la résolution 66/20, adoptée il y a deux ans. Quant à notre décision de donner des informations sur nos dépenses militaires, elle répond aux considérations suivantes.

Compte tenu de la grande disparité qui existe entre les dépenses militaires des grandes puissances et des autres pays, l'initiative visant à réduire ces dépenses devrait émaner des États dotés des arsenaux les plus importants.

Ces réductions devraient être faites de manière à ne pas perturber l'équilibre militaire, que ce soit au niveau mondial ou régional. Pour maintenir cet équilibre, il serait plus équitable d'associer la réduction des dépenses à la réduction clairement définie du personnel et du matériel militaires.

Outre les difficultés techniques, le succès du concept dépendra en fin de compte du règlement des conflits et de l'instauration de la confiance entre les États. Nous nous réjouissons à la perspective de participer aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, et espérons y apporter une contribution significative.

Le Président (*parle en arabe*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de vote après le vote sur les projets de résolution relevant du groupe de questions 5.

La Commission va maintenant passer aux projets de résolution relevant du groupe de questions 6.

Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran, qui souhaite faire une déclaration au titre des explications de vote avant le vote.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Ma délégation ne participera pas au vote auquel la Commission va procéder sur le projet de résolution A/C.1/68/L.19, intitulé « Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée ».

Compte tenu de la crise qui persiste dans les territoires occupés de Palestine et du sévère blocus imposé par le régime israélien aux habitants de la bande de Gaza, y compris du côté méditerranéen, le projet de résolution ne reflète pas fidèlement la situation qui règne dans les territoires occupés, et est donc loin de traduire la réalité de la région.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.19, intitulé « Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Algérie à la 21^e séance de la Commission, le 30 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.19 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.19 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.50, intitulé « Désarmement régional ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Pakistan à la 21^e séance de la Commission, le 30 Octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.50.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.50 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.51, intitulé « Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Pakistan à la 21^e séance de la Commission, le 30 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.51 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.51 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.52, intitulé « Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Pakistan à la 21^e séance de la Commission, le 30 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.52.

Le Président (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé. Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 2 du projet de résolution A/C.1/68/L.52. Je vais d'abord mettre aux voix ce paragraphe.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave

de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Inde

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Bhoutan, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Suède, Suisse

Par 140 voix contre une, avec 34 abstentions, le paragraphe 2 est maintenu.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.52 pris dans son ensemble.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Inde

S'abstiennent :

Bhoutan, Fédération de Russie

Par 174 voix contre une, avec 2 abstentions, le projet de résolution A/C.1/68/L.52 pris dans son ensemble est adopté.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote sur les projets de résolution qui viennent d'être adoptés.

M^{me} Ramirez Valenzuela (Mexique) (*parle en espagnol*) : Comme par le passé, ma délégation a décidé de s'abstenir relativement au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution intitulé « Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional », publié sous la cote A/C.1/68/L.52. Comme nous l'avons fait par le passé, nous voudrions réitérer aux Membres notre préoccupation au sujet de ce paragraphe, laquelle se fonde sur les raisons suivantes.

D'une part, ma délégation estime que la formulation de principes relatifs à la maîtrise des armes classiques ne relève pas de la compétence de la Conférence du désarmement, non seulement en raison du sujet traité mais également parce que cela n'est pas couvert par le mandat de négociation de la Conférence. Dans tous les cas, cette question devrait être examinée par la Commission du désarmement, étant donné son caractère délibératif.

D'autre part, mon pays estime que vu la paralysie qui caractérise la Conférence du désarmement et ses méthodes de travail actuelles, il lui est impossible d'envisager d'inscrire une nouvelle question à son ordre du jour, tel que proposé dans le paragraphe en question.

M. Vipul (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.52 et son paragraphe 2. L'Inde a voté contre ce projet de résolution intitulé « Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional », et son paragraphe 2, qui demande à la Conférence du désarmement d'envisager de formuler des principes susceptibles de servir de cadre à des accords régionaux sur la maîtrise des armes classiques.

La Conférence, en tant que seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, a vocation à négocier des instruments de désarmement d'application mondiale. En 1993, la Commission

du désarmement de l'Organisation des Nations Unies a adopté par consensus des directives et des recommandations concernant des approches régionales du désarmement. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que la Conférence sur le désarmement formule des principes sur le même sujet, alors que plusieurs autres questions prioritaires figurent toujours sur son ordre du jour.

Par ailleurs, nous estimons que les préoccupations des États relatives à la sécurité ne concernent pas uniquement des régions bien délimitées. Par conséquent, notre délégation juge que la notion de maintien de l'équilibre des capacités de défense dans le contexte régional ou sous-régional est irréaliste et inacceptable.

M. Yermakov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Comme les années précédentes, la Fédération de Russie a dû s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/68/L.52. Notre position n'a pas changé. Nous estimons que le travail réalisé par les rédacteurs du projet de résolution dans ce domaine est utile. Le projet de résolution en soi est également équilibré. Cependant, nous n'apprécions pas le fait que d'année en année, l'on continue de faire référence, de façon tout à fait injustifiée, au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Pour une raison ou une autre, ce Traité obsolète qui date de l'époque de la Guerre froide et son préambule continuent d'être qualifiés de pierre angulaire de la sécurité de l'Europe. Cependant, depuis un certain temps, la majorité des États concernés ont bien compris qu'il fallait élaborer de nouveaux accords, non discriminatoires, pour remplacer le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

La Russie a constamment et résolument appelé à l'établissement de partenariats authentiques entre tous les États européens sur la base du principe d'une sécurité équitable, unifiée et non diminuée. Nous prions les rédacteurs et les partisans du projet de résolution de ne pas déformer la réalité s'agissant de la maîtrise des armements classiques en Europe et de ne pas induire en erreur ceux qui ne connaissent pas bien la situation. Nous espérons que lorsqu'un projet de résolution similaire sera rédigé prochainement à la soixante-neuvième session, il ne contiendra pas ce genre de déformations et, à ce moment-là, nous pourrions appuyer pleinement ce texte.

Le Président (*parle en arabe*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de

vote après le vote des projets de résolution relevant du groupe de questions 6.

La Commission va maintenant passer au groupe de questions 7, « Mécanisme de désarmement ». Je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général au titre du groupe de questions 7.

M. Van der Kwast (Pays-Bas) (*parle en anglais*) :
Dans le cadre de la suite donnée à la résolution 66/66, je prends la parole au nom de l'Afrique du Sud, de la Suisse et des Pays-Bas, au sujet du projet de décision A/C.1/68/L.24, intitulé « Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement ».

À la soixante-sixième session, la Suisse, l'Afrique du Sud et les Pays-Bas ont présenté une résolution visant à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement. Cette résolution a été adoptée par consensus par la Commission, et par la suite par l'Assemblée générale en tant que résolution 66/66.

Cette résolution s'est fondée sur toute une série de préoccupations exprimées par la communauté internationale au sujet de l'absence de progrès au sein des enceintes pertinentes de désarmement. Son objectif principal était de rallier tous les États Membres de l'ONU autour de la nécessité de revitaliser les travaux du mécanisme multilatéral de désarmement, y compris la Conférence du désarmement, et de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement. La résolution invite les États à faire fond sur le travail déjà réalisé et à examiner, étudier et combiner les options, propositions et éléments de cette revitalisation.

L'an dernier, après avoir pris note des discussions sur la revitalisation de la Conférence menées au sein de la Conférence du désarmement et des différentes initiatives lancées par la Première Commission directement ou indirectement liées aux travaux de la Conférence du désarmement, les auteurs de la résolution 66/66 ont décidé de présenter une décision visant à inscrire cette question sur l'ordre du jour de la soixante-huitième session de la Première Commission.

Cette année, nous avons constaté certaines évolutions positives concernant la revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement, qui reflètent l'importance croissante que les États Membres accordent à cette question. Cela est illustré par la poursuite et l'approfondissement des discussions sur la

revitalisation de la Conférence du désarmement en 2013. Les efforts considérables déployés par les Présidents de la Conférence du désarmement en vue de parvenir à un accord sur un programme de travail en sont également une preuve.

Cela apparaît dans les propositions faites par le Secrétaire général à la Conférence et aux États Membres, lesquelles ont abouti à la décision de la Conférence du désarmement de créer un groupe de travail informel chargé d'établir un programme de travail. Nous saluons cette décision et sommes déterminés à travailler avec d'autres acteurs en vue d'établir un programme de travail réellement solide quant au fond et évolutif au fil du temps.

Nous prenons également dûment en compte les autres propositions tendant à ce que l'on se penche sur les méthodes de travail de la Conférence du désarmement et sur sa composition. Nous exhortons les membres de la Conférence à redoubler d'efforts pour faire avancer le processus de revitalisation en 2014.

Nous sommes également encouragés par les progrès faits dans le cadre d'un certain nombre d'initiatives liées au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, qui impriment un nouvel élan en faveur de la réalisation et du maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous considérons que ces initiatives, en tant que telles, servent uniquement à renforcer les travaux de la Conférence du désarmement. Elles tiennent compte de l'inquiétude croissante exprimée par les États face aux effets humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. Elles incluent également le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, outre la Réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire.

Malgré ces progrès encourageants, il est clair qu'il faut encore faire bien plus. Nous considérons qu'il est nécessaire d'intensifier d'urgence les efforts de revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement et du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement. L'impasse actuelle empêche depuis trop longtemps la Conférence du désarmement de s'acquitter de sa mission, en particulier pour ce qui est de faire des progrès en matière de désarmement nucléaire, érodant ainsi sa crédibilité. Nous espérons que les initiatives que je viens d'évoquer seront poursuivies.

En tant qu'auteurs de la résolution 66/66, nous avons examiné avec soin ces différents progrès. Nous

avons décidé de ne pas présenter de projet de résolution de suivi à la présente session, mais de soumettre un projet de décision pour inscrire cette question à l'ordre du jour de la soixante-neuvième session de la Première Commission. Nous suivrons de près les progrès faits dans la revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement et du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement. Nous continuerons d'appeler à la réalisation de progrès pour atteindre cet objectif. Nous sommes prêts à dialoguer avec toutes les délégations pour réexaminer la mise en œuvre de la résolution 66/66 l'année prochaine.

Enfin, nous espérons que le présent projet de décision sera adopté par consensus.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : La République islamique d'Iran réaffirme l'importance que la Charte des Nations Unies accorde au principe de l'égalité de tous les États et d'une répartition géographique équitable. Prenant en compte l'importance des groupes d'experts gouvernementaux en matière de désarmement et de sécurité internationale, ma délégation insiste sur la nécessité de prêter dûment attention à la nomination des membres de tels groupes ainsi qu'à une représentation géographique équitable.

Tout en exprimant notre inquiétude face au déséquilibre régional et à la sous-représentation, à tort, des pays en développement dans la composition actuelle de certains groupes d'experts gouvernementaux, nous considérons qu'il ne suffit pas simplement d'énoncer le principe d'une représentation géographique équitable dans les résolutions portant création de tels groupes.

En conséquence, l'Iran insiste sur le fait qu'il faut appliquer rigoureusement de ces principes à la composition actuelle de tels groupes afin d'assurer une composition plus équilibrée. Ma délégation appelle le Secrétaire général à prendre des mesures concrètes pour s'assurer que la composition des futurs groupes soit plus équilibrée, ce qui peut contribuer à l'efficacité de leurs travaux et à leur caractère participatif.

Le Président (*parle en arabe*) : Avant que la Commission ne se prononce sur les projets de décision et de résolution présentés au titre du groupe de questions 7, je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran, qui souhaite faire une déclaration au titre des explications de vote avant le vote.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Ma délégation se joindra au consensus

pour l'adoption des projets de résolution sur les Centres régionaux des Nations Unies en Amérique latine et en

Afrique (A/C.1/68/L.33 et A/C.1/68/L.47), ainsi que du projet de résolution relatif au Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (A/C.1/68/L.53), étant entendu que toutes les mesures, références et notions mentionnées dans ces projets de résolution ne sont applicables qu'aux pays des régions concernées.

Tout en se dissociant de toutes les références relatives aux munitions, aux explosifs, à la violence armée, au Traité sur le commerce des armes et à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, ma délégation souhaite qu'il soit inscrit au procès-verbal que cela ne doit pas constituer un précédent permettant l'inclusion de références similaires dans d'autres projets de résolution et de décision de la Première Commission à l'avenir ni dans l'ordre du jour ou les documents finals d'autres instances de désarmement, telles les réunions relatives au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.5, intitulé « Rapport de la Commission du désarmement ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le présent projet de résolution a été présenté par le représentant de Malte au nom des membres du Bureau de la Commission du désarmement à la 12^e séance de la Commission, le 21 octobre. Le nom de l'auteur du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.5.

Le Président (*parle en anglais*) : L'auteur du projet de résolution a émis le souhait que le projet de résolution soit adopté par la Commission sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.5 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/C.1/68/L.24, intitulé « Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le présent projet de décision a été soumis par la délégation suisse et présenté aujourd'hui par le représentant des Pays-Bas. La liste des auteurs du projet de décision figure dans le document A/C.1/68/L.24.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs de ce projet de décision ont émis le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de décision A/C.1/68/L.24 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.25, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Népal à la 15^e séance de la Commission, le 23 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.25 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.25 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.27, intitulé « Rapport de la Conférence du désarmement ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté par la représentante de l'Irlande à la 16^e séance de la Commission, le 24 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/68/L.27.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais donner lecture de l'état des incidences financières du projet de résolution, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes du paragraphe 8 du projet de résolution A/C.1/68/L.27, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de

« continuer de faire en sorte que tous les services d'appui administratif et technique et de conférence nécessaires à la Conférence du désarmement soient assurés et, au besoin, renforcés ».

Il est rappelé que les ressources affectées à l'appui fonctionnel et de secrétariat fourni à la Conférence du désarmement sont inscrites au chapitre 4, « Désarmement », et que les ressources affectées aux services de conférence sont inscrites au chapitre 2, « Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences », du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

Sous réserve des décisions prises à la session de 2014 de la Conférence du désarmement en vue de définir son programme de travail pour 2014 et de mettre sur pied tout organe subsidiaire nécessaire à sa mise en œuvre, le renforcement de tous les services d'appui administratif et technique et de conférence demandés au paragraphe 8 du projet de résolution pourrait entraîner des dépenses supplémentaires au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

Les procédures établies pour l'établissement d'un état des incidences sur le budget-programme seraient suivies, le cas échéant, en fonction des décisions que prendrait la Conférence du désarmement.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/68/L.27 n'aurait, à ce stade, aucune incidence financière au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

Le Président (*parle en anglais*) : L'auteur du projet de résolution a exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.27 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/68/L.47, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Nakano (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Ce projet de résolution a été présenté à

la 18^e séance de la Commission, le 28 octobre, par le représentant du Nigéria au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Afrique. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/68/L.47 et A/C.1/68/CRP.4/Rev.3.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais donner lecture de l'état des incidences financières du projet, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes des paragraphes 10 et 11 du projet de résolution A/C.1/68/L.47, l'Assemblée générale

« [p]rie[rait] le Secrétaire général de continuer à faciliter une étroite coopération entre le Centre et l'Union africaine, en particulier dans les domaines du désarmement, de la paix et de la sécurité; »

et

« de continuer à fournir au Centre l'appui dont il a besoin pour renforcer son action et ses résultats ».

Il serait donné suite à la demande formulée au paragraphe 10 du projet de résolution dans la limite des ressources inscrites au chapitre 4, « Désarmement », du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

S'agissant du paragraphe 11, les crédits prévus au chapitre 4, « Désarmement », du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 couvrent le coût d'un poste P-5, d'un poste P-3, d'un poste local GS-7 et des frais généraux de fonctionnement. Le programme d'activités du Centre régional continuerait d'être financé par des ressources extrabudgétaires.

L'attention de la Commission est également attirée sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B et des résolutions ultérieures, dont la dernière en date est la résolution 67/246, dans laquelle l'Assemblée réaffirme que la Cinquième Commission est la grande commission compétente de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires, et dans laquelle elle réaffirme également le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

En conséquence, si l'Assemblée générale décidait d'adopter le projet de résolution A/C.1/68/L.47 aucun crédits supplémentaires ne seraient nécessaires au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

Le Président (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de cette façon.

Le projet de résolution A/C.1/68/L.47 est adopté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leurs positions sur les projets de résolution ou de décision qui viennent d'être adoptés.

M. Scifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution relatif au rapport de la Conférence du désarmement (A/C.1/68/L.27). Nous sommes fermement convaincus que la Conférence du désarmement est et doit rester l'unique organe multilatéral de négociation sur le désarmement, car il n'y a aucune solution de substitution. Il importe de l'appuyer pleinement, ce qui constitue bien sûr un objectif partagé et une responsabilité commune.

Sur la base des méthodes de travail et du règlement en vigueur, la Conférence du désarmement a élaboré par le passé des instruments universels qui feront date. C'est non seulement la preuve de sa pertinence, mais également de l'efficacité de son règlement, en particulier de la règle du consensus. En conséquence, la principale difficulté, au sein de la Conférence du désarmement, réside dans l'absence de volonté politique véritable, de la part de certains États, de progresser, en particulier dans le domaine du désarmement nucléaire. Au lieu d'imputer à la règle du consensus l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la Conférence, nous devons en attribuer l'entière responsabilité aux pays qui considèrent cet organe comme une instance ayant vocation à traiter uniquement d'une question.

Dans ces conditions, ni la modification du règlement intérieur de la Conférence du désarmement, ni la prolifération des résolutions, ni la présentation de propositions irréalisables en vue de traiter de questions de désarmement extrêmement sensibles ne constituent une solution judicieuse. Nous avons toujours appuyé la réactivation de la Conférence du désarmement sur la base d'un programme de travail équilibré et global et du plein respect du règlement de la Conférence.

Ma délégation estime que la Conférence du désarmement doit répondre aux priorités et aux préoccupations sécuritaires de tous les États, et non pas de quelques-uns seulement. Nous ne croyons pas,

comme d'autres, que la décision de 2009 que reflète ce projet de résolution constitue un programme de travail complet et équilibré. Nous nous sommes toutefois ralliés au consensus sur la Conférence du désarmement cette année-là afin de faire preuve de flexibilité.

En 2013, la République islamique d'Iran a assumé la présidence de la Conférence du désarmement du 27 mai au 23 juin. Dès le début de notre présidence, nous avons réitéré qu'il relevait de la responsabilité de tous de régler la situation qui prévaut actuellement au sein de la Conférence du désarmement. Nous étions bien conscients de la complexité de la question, mais cette difficulté ne nous a pas empêchés de déployer un maximum d'efforts. Nous avons tenu des consultations intensives avec chaque groupe d'États Membres et à divers niveaux en vue de parvenir à un consensus sur un programme de travail complet et équilibré. Notre proposition, basée sur les efforts novateurs des présidents précédents de la Conférence du désarmement, visait à simplifier et à rationaliser le programme de travail et

à examiner toutes les questions fondamentales de la même manière quant aux méthodes et aux modalités.

Aucune délégation ne s'est officiellement opposée à cette proposition. Toutefois, comme certaines délégations hésitaient à souscrire au projet de décision, nous nous sommes abstenus de le présenter officiellement afin d'éviter un nouvel échec susceptible de saper la crédibilité de cet organe.

Je tiens à saisir la présente occasion pour exprimer notre gratitude à tous les membres de la Conférence du désarmement qui ont appuyé notre initiative. En tant que membre actif, la République islamique d'Iran continuera à appuyer un programme de travail complet et équilibré afin de mettre un terme à l'impasse qui prévaut à la Conférence du désarmement. À notre avis, l'existence d'armes nucléaires est la menace la plus grande qui pèse sur la sécurité des nations. C'est pourquoi la Conférence du désarmement devrait faire des négociations sur le désarmement nucléaire sa priorité de premier ordre.

La séance est levée à 18 h 5.